

www.asa.in

ASA
Going The Extra Mile

INDIA BUDGET 2023

Synthèse des récents changements de politique et des propositions en
matière de taxes directes et indirectes, leur impact et indicateurs économiques



Index

Destiné à l'usage exclusif des clients et du personnel du cabinet.

Nous avons pris toutes les mesures nécessaires pour nous assurer que les informations contenues dans ce document proviennent de sources fiables et que cette publication est exacte. Toutefois, cette publication n'est pas destinée à prodiguer des conseils juridiques, fiscaux, comptables ou autres conseils professionnels. Nous recommandons de demander un avis professionnel avant d'entreprendre une action sur des questions spécifiques.

Avant-Propos	3
Mouvement de la Roupie	4
Le Budget en bref	5
Propositions	6
Taxes Directes & Indirectes	
Focus sur le Commerce et les Échanges	11
Impact	13
Changements Récents de Politique	14
Indicateurs Économiques	17

Avant-Propos

L' économie indienne : L' étoile montante



L'année dernière, la conclusion de notre avant-propos était que l'économie indienne en pleine croissance n'avait besoin que de la fin du covid pour performer. C'est ce qu'elle a fait. Cette fois, nous avons la guerre en Ukraine. Malgré cela, l'économie fonctionne à plein régime. Compte tenu de la stabilité montante de notre pays, il fallait se concentrer sur les infrastructures, les investissements étrangers et la rationalisation des réglementations.

Notre ministre des finances a prononcé un discours budgétaire relativement court, mais s'en tenant au plan macroéconomique qu'elle a élaboré précédemment, à savoir "India @100". Ce budget vise à maintenir l'économie sur la bonne voie, à stimuler la consommation intérieure, à motiver les néo-secteurs et à encourager la fabrication locale plutôt que les importations. Compte tenu des élections de l'année prochaine, elle a, comme on pouvait s'y attendre, proposé des mesures de soutien bien ciblées. Les descriptions des différents programmes et idées ont été tout aussi agréables à entendre.

Elle a judicieusement évité de traiter de l'inflation, qui est le domaine de la politique monétaire et de la banque centrale. De toutes façons, cela devrait se corriger automatiquement si l'économie se dirige vers une croissance forte, ce qui semble être le cas. Le déficit budgétaire s'élève à 6,4 % du PIB, mais elle prévoit qu'il sera de 5,9 % en 2024 et de 4,5 % en 2026. Son engagement à contrôler le déficit fiscal est rassurant, mais compte tenu des vastes investissements nécessaires pour alimenter l'économie en question, cela semble un peu difficile.

La poursuite de l'effort en faveur des infrastructures est très sensée. Il n'y a pas de meilleur moyen d'accélérer l'économie, de créer des emplois et d'augmenter la consommation. L'allocation la plus élevée jamais accordée aux chemins de fer. Les fonds alloués à 100 projets critiques d'infrastructure de transport pour les ports, le charbon, l'acier, les engrais et les céréales. La création de 50 nouveaux aéroports pour améliorer la desserte régionale. Et la création d'un fonds de développement des infrastructures urbaines pour les villes durables de demain.

Il a été particulièrement impressionnant de voir le tourisme mis en avant par la sélection de 50 destinations promises à un développement haut de gamme. Il existe un énorme potentiel inexploité, tant au niveau national que mondial. La croissance verte reste un engagement, avec des allocations conséquentes pour la mission nationale sur l'hydrogène, la transition énergétique et les projets de stockage, le transport maritime côtier et le remplacement des véhicules.

On note un effort bienvenu pour régler les différends contractuels lorsque les organismes publics y sont mêlés, grâce à un régime d'amnistie. Une attention particulière est accordée au développement des compétences - 157 écoles d'infirmières, instituts de recherche agricole, centres d'excellence de R&D pour les produits pharmaceutiques, les appareils médicaux et l'intelligence artificielle, les centres de formation des enseignants, etc. Tout cela est de bon augure pour la création d'emplois et pour des résultats économiques futurs tout aussi fructueux. Le numérique s'affiche dans l'ensemble du programme. Il est clair que "l'économie basée sur la technologie" est au centre des préoccupations. Et à juste titre.

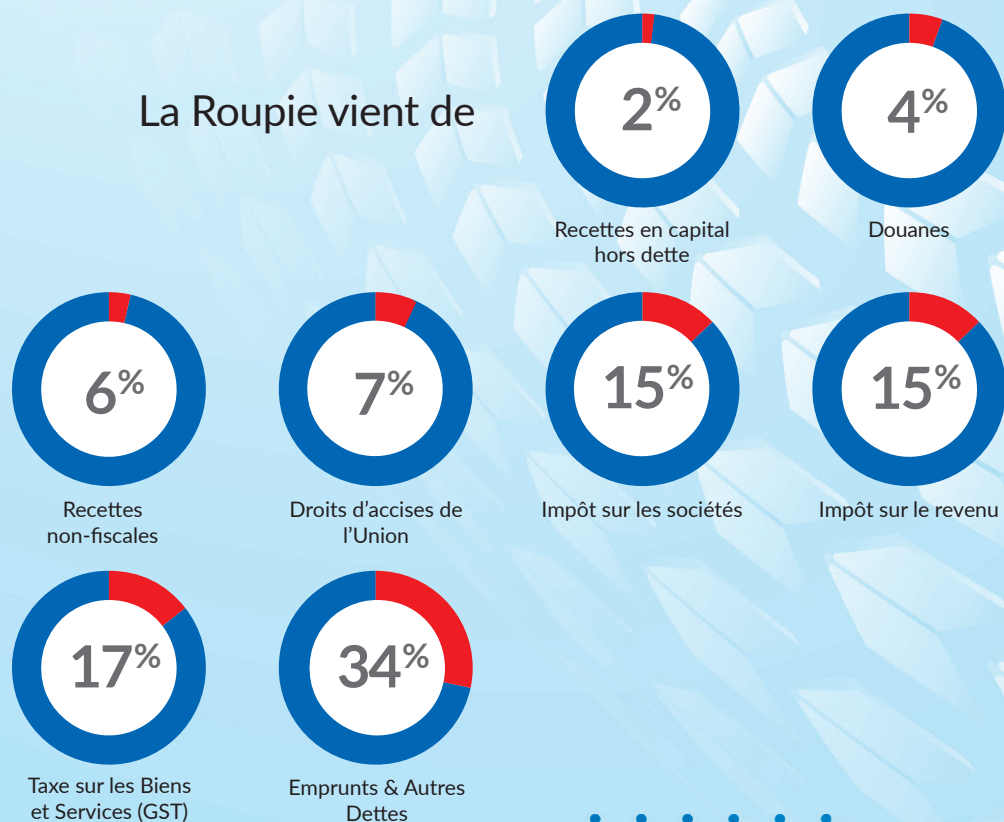
Les taxes indirectes offrent des incitations intéressantes pour le programme "Make in India". Entre autres, les véhicules électriques, les composants de téléphones portables, les batteries lithium-ion et certains segments de l'industrie chimique ont bénéficié de droits de douane favorables. Les produits que l'Inde peut produire ont reçu un traitement moins encourageant. Les tranches d'imposition sur le revenu ont été légèrement abaissées au profit de la classe moyenne. L'incitation fiscale pour les start-ups a été prolongée d'un an. De nombreuses formalités ont été rationalisées, comme en témoignent souvent les points en petits caractères. Mais rien d'alarmant.

Grâce à diverses mesures d'incitation fiscale, le gouvernement renonce à des recettes de 350 milliards de roupies. Le gouvernement affiche clairement la confiance qu'il ressent. Il est temps de la mettre à l'épreuve et, compte tenu de toutes les données économiques et des indices mondiaux, il semble que l'Inde soit sur la bonne voie (touchons du bois !).

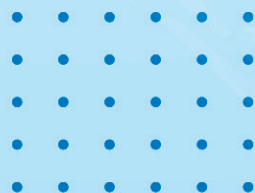
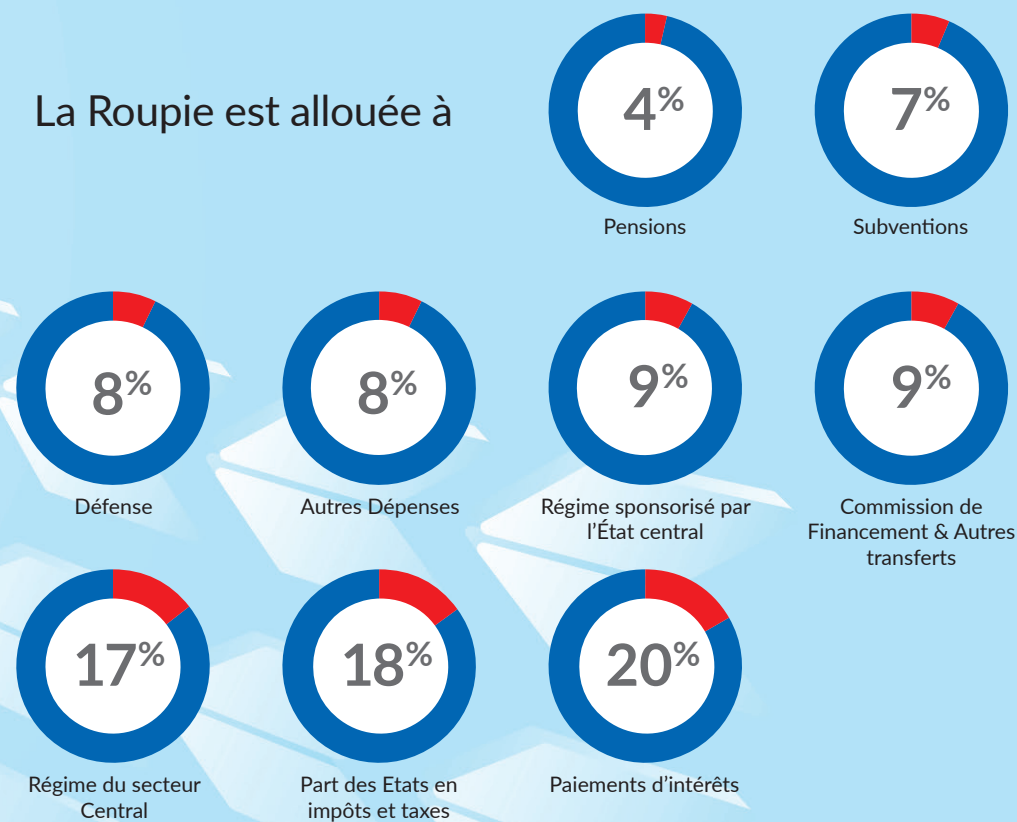
Ajay Sethi

Mouvement de la Roupie

La Roupie vient de



La Roupie est allouée à



Le Budget en bref

TAXES DIRECTES

- ✓ Arbitrage fiscal plus important sous le nouveau régime fiscal
- ✓ “Angel tax” élargie aux investisseurs non-résidents
- ✓ Impôts retenus sur les revenus antérieurs autorisés
- ✓ Impôt retenu à la source plus élevé sur les envois de fonds dans le cadre LRS
- ✓ Introduction de mesures pour réduire les recours en instance

TAXES INDIRECTES

- ✓ Dispense de l'inscription au titre de la GST pour des fournisseurs déterminés
- ✓ Crédit de taxe payée en amont non autorisé pour les activités de RSE
- ✓ Délai de prescription à partir de la date d'échéance pour la production de diverses déclarations de GST
- ✓ La période de validité des notifications d'exonération douanière ne s'applique pas dans certains cas

COMMERCE & ECHANGES

- ✓ L'attention sur : Infrastructure, Croissance verte et Finance
- ✓ Création à venir d'un fonds d'accélération agricole pour les startups agricoles
- ✓ PAN à utiliser comme identifiant commun des entreprises
- ✓ Système de garantie de crédit pour réduire le coût de crédit pour les PME

DIMENSION SOCIALE

- ✓ Allocation au programme PM Garib Kalyan Anna Yojana
- ✓ Investissement dans 100 projets critiques d'infrastructure de transport
- ✓ 500 usines « waste to wealth » dans le cadre du programme GOBARDhan

INDICATEURS ECONOMIQUES

- ✓ Augmentation du PIB de 7% pour l'année fiscale 2022-23
- ✓ Inflation mesurée par l'IPC à 11.5%
- ✓ Réserves de change à 562.72 milliards d'USD
- ✓ Augmentation de la production des industries de base, telles le charbon, le gaz naturel, les produits de raffinage, l'acier, les engrais, le ciment et l'électricité

Propositions Budgétaires

Cette section résume les propositions importantes sur les taxes directes et indirectes faites par la Ministre des Finances le 1^{er} février 2023. Les dispositions relatives aux impôts directs contenues dans le projet de loi de finances 2023 s'appliqueront normalement à l'exercice financier commençant le 1^{er} avril 2023 (année de cotisation 2024-25), tandis que les dispositions relatives aux impôts indirects s'appliqueront avec effet immédiat, sauf indication contraire. La ministre des finances est susceptible de proposer d'autres amendements par le biais de projets de loi distincts.

Les propositions contenues dans le projet de loi de finances sont soumises à la ratification du Parlement.

Taxes Directes

IMPÔT SUR LES REVENUS

- Les tranches d'imposition de base pour les particuliers et les HUF restent inchangées dans l'ancien régime. Tranches de revenus rehaussées dans le cadre du nouveau régime, à savoir:

ANCIEN RÉGIME		NOUVEAU RÉGIME ²		
TRANCHES DE REVENUS (₹)	TAUX (%)	TRANCHES DE REVENU (₹)		TAUX (%)
		PASSE DE	À	
Jusqu'à 250,000 ¹	Nul	Jusqu'à 250,000	Jusqu'à 300,000	Nul
250,001-500,000	5	250,001-500,000	300,001-600,000	5
500,001-1,000,000	20	500,001-750,000	600,001-900,000 ³	10
		750,001-1,000,000	900,001-1,200,000	15
		1,000,001-1,250,000	1,200,001-1,500,000	20
1,000,001 & au-delà ⁴	30	1,250,001-1,500,000	-	25
		1,500,001 & au-delà ⁴	1,500,001 & au-delà ⁴	30

¹La limite d'exonération pour les personnes atteignant 60 et 80 ans reste inchangée à 300 000₹ et 500 000₹ respectivement.

²Le nouveau régime est étendu aux associations de personnes (autres que les sociétés coopératives), aux personnes physiques et aux personnes morales artificielles. Déductions, exonérations et reports de pertes limités, sous certaines conditions.

³Labattement fiscal maximal porté de 0,5 à 0,7 million d'INR dans le cadre du nouveau régime.

⁴La surtaxe reste inchangée : 10 % pour les revenus de 5 à 10 millions d'INR; 15 % pour les revenus de 10 à 20 millions d'INR ; 25 % pour les revenus de 20 à 50 millions d'INR ; 37 % pour les revenus supérieurs à 50 millions d'INR. Toutefois, la surtaxe est désormais limitée à 25 % dans le cadre du nouveau régime. En outre, la surtaxe ne doit pas dépasser 15 % sur les dividendes, les plus-values soumises à la STT (Securities Transaction Tax) et les plus-values à long terme non soumises à la STT.

- Les taux d'imposition des sociétés de personnes, des collectivités locales et des sociétés coopératives restent inchangés. Dans le cas d'une société coopérative, la surtaxe reste inchangée à 7 % pour les revenus supérieurs à 10 millions d'INR et à 12 % pour les revenus

supérieurs à 100 millions d'INR. Dans tous les autres cas, la surtaxe est de 12 % lorsque le revenu dépasse 10 millions d'INR.

- Les taux d'imposition des sociétés restent inchangés, soit

SOCIÉTÉ	TAUX (%)
De droit local ¹	
▸ Nouvelle entreprise manufacturière	25 ²
▸ Autres	30
Étrangères	40 ³

¹La surtaxe est maintenue à 7 % et 12 % lorsque le revenu dépasse 10 millions et 100 millions d'INR respectivement.

²Le bénéfice du taux d'imposition réduit est applicable aux nouvelles entreprises manufacturières dont le CA ou les recettes brutes ne dépassent pas 4 milliards d'INR au cours de l'exercice 2021-22.

³La surtaxe est maintenue à 2 % et 5 % lorsque le revenu dépasse 10 millions et 100 millions d'INR respectivement.

- Régime fiscal préférentiel

ENTITÉ	TAUX (%)
Entreprise de droit local et société coopérative ¹	
▸ Nouvelle entreprise manufacturière	15 ²
▸ Nouvelle société cooperative manufacturière	15 ³
▸ Autres	22

¹Déductions en vertu des dispositions du chapitre VI-A limitées pour bénéficier d'un taux d'imposition préférentiel. Surtaxe de 10 %.

²Avantage applicable aux entreprises immatriculées le ou après le 1^{er} octobre 2019 et commençant la production (y compris la production d'électricité) le ou avant le 31 mars 2024, sous certaines conditions.

³Avantage applicable aux sociétés coopératives manufacturières établies le ou après le 1^{er} avril 2023 et commençant la fabrication ou la production avant le 31 mars 2024, sous certaines conditions.

SALAIRE

- La règle actuelle de calcul de la valeur du logement gratuit ou à prix réduit pour les employés salariés va être remplacée par de nouvelles règles.

REVENUS DES ACTIVITÉS COMMERCIALES ET PROFESSIONNELLES

- Le seuil de CA dans le cadre du régime de taxation présumée est porté de 20 à 30 millions d'INR pour les entreprises éligibles et de 5 à 7,5 millions d'INR pour les professions spécifiées, lorsque les recettes totales en espèces ne dépassent pas 5 % du CA.
- Pour demander la déduction de l'amortissement des dépenses préalables, le contribuable doit désormais présenter une déclaration sous la forme et la manière prescrites devant les autorités compétentes.
- Les dettes commerciales envers les micro et petites entreprises, désormais déductibles sur la base du paiement réel.
- Lorsque les entreprises éligibles des secteurs du pétrole et du gaz et de l'EPC ont opté pour le régime d'imposition présumée des non-résidents en Inde, le bénéfice du report des pertes et de la dépréciation n'est pas disponible sur la base réelle.

PLUS-VALUES

- La conversion d'or matériel en "Electronic Gold Receipt" (EGR) et vice versa n'est pas imposable.

- Exonération des plus-values à long terme en cas de réinvestissement dans un logement résidentiel en Inde, plafonnée à 100 millions d'INR.
- Les gains réalisés lors du transfert, du rachat ou de l'échéance des obligations liées au marché seront désormais imposés comme des gains en capital à court terme.
- La déduction déjà demandée au titre des intérêts sur les emprunts pour l'acquisition, la rénovation ou la reconstruction d'un bien ne fera pas partie de son coût d'acquisition/amélioration.

REVENUS PROVENANT D'AUTRES SOURCES

- Les recettes volontaires, sauf dans des circonstances spécifiques, supérieures à 50 000 ₹, perçues par un individu « Not Ordinarily Resident » et provenant d'un résident indien, sont imposables.
- Toute distribution par une fiducie commerciale à un détenteur de parts, y compris le remboursement de la dette et le rachat de parts, est désormais imposable entre les mains du bénéficiaire.
- Les gains nets des jeux en ligne sont désormais taxés à 30 % et soumis à une retenue d'impôt dans leur intégralité.
- L'Angel Tax est étendue aux investisseurs non-résidents. Désormais, la prime d'émission supérieure à la JVM des actions, reçue d'investisseurs non-résidents, est imposable entre les mains de la société résidente bénéficiaire.

RETENUE D'IMPÔT / RECOUVREMENT D'IMPÔT

- Retenue d'impôt de 10 % sur les revenus d'intérêts provenant de titres de créance cotés en bourse et conservés sous forme dématérialisée, pour une personne résidant en Inde.
- Les fonds de placement doivent appliquer le taux de retenue à la source effectif prévu par la convention fiscale applicable lorsqu'ils distribuent des revenus à des détenteurs de parts non-résidents.

- Les envois de fonds à l'étranger autres qu'à des fins médicales et éducatives dans le cadre du programme d'envois de fonds libéralisés (LRS) sont soumis à un prélèvement fiscal à la source de 20 % sur la totalité de l'envoi.

PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET D'APPEL

- Le délai d'achèvement de la procédure d'évaluation régulière est passé de 9 à 12 mois.
- Dans le cadre d'une évaluation ou d'un appel en matière de prix de transfert, le délai pour soumettre la documentation sur les prix de transfert a été réduit de 60 à 40 jours.
- Dans certains cas, le Joint Commissioner of Income-Tax (Appeals) peut agir en tant que première autorité d'appel aux côtés du Commissioner of Income-Tax (Appeals).

SANCTIONS ET POURSUITES

- Une information inexacte dans la déclaration de transaction financière entraîne une pénalité supplémentaire de 5 000 ₹ pour l'institution financière qui la déclare ou pour le titulaire du compte.
- Lorsque la contrepartie du transfert d'actifs numériques virtuels, d'avantages commerciaux et de gains provenant de jeux en ligne est reçue en nature, la non-déduction de l'impôt peut entraîner des pénalités et des poursuites.

AUTRES

- Prolongation jusqu'au 1^{er} avril 2024 du délai d'incorporation des start-ups éligibles pour bénéficier de l'exonération fiscale.
- Le délai pour bénéficier du report et de la compensation des pertes par les start-ups éligibles a été porté de 7 à 10 ans à compter de la date d'incorporation.

- Les revenus distribués par l'unité bancaire offshore (OBU) dans l'International Financial Services Center (IFSC) aux détenteurs non-résidents d'instruments dérivés offshore sont exonérés d'impôt à condition que l'OBU ait payé des impôts sur ces revenus.
- Conditions supplémentaires imposées aux unités dans les ZES pour bénéficier de l'exonération fiscale : soumettre la déclaration fiscale avant la date d'échéance et réaliser les recettes d'exportation dans le délai prescrit par la RBI.
- Le crédit d'impôt retenu au cours d'une année ultérieure peut être récupéré au titre de l'année précédente au cours de laquelle le revenu correspondant a été soumis à l'impôt.
- L'agent des impôts peut suspendre le remboursement de l'impôt pour une quelconque année dans l'attente d'une évaluation ou d'une réévaluation, sans notification préalable et sans offrir d'intérêts sur les montants retenus.



Taxes Indirectes

DROITS DE DOUANES

Rationalisation de la structure des taux de droits de douane.

POINTS CLÉS

- Amendements
 - La période de validité de 2 ans pour les notifications d'exemption ne s'applique pas dans des cas spécifiques.
 - La Settlement Commission doit rendre son ordonnance dans un délai de 9 mois qui peut être prolongé de 3 mois.
 - Les taux de la taxe sur les infrastructures agricoles et le développement ont été modifiés pour des marchandises spécifiées.
- Exonérations
 - Prolongation des exemptions de droits de douane sur des marchandises spécifiées.
 - Surtaxe de protection sociale exemptée dans le cas de marchandises spécifiées.
- Modification des taux de droits de douanes de certaines industries

INDUSTRIE	TAUX (%)		
	De	↑↓	À
MINÉRAUX			
‣ Fluorure de grade acide (contenant en poids plus de 97% de fluorure de calcium)	5	↓	2.5

INDUSTRIE	TAUX (%)		
	De	↑↓	À
PÉTROCHIMIE			
‣ Naphte	1	↑	2.5
PIERRES PRÉCIEUSES ET BIJOUX			
‣ Semences destinées à être utilisées dans la fabrication de diamants bruts cultivés en laboratoire	5	↓	0
‣ Argent (y compris l'argent plaqué d'or ou de platine), sous forme brute ou semi-finie, ou sous forme de poudre	7.5	↑	10
‣ Dore d'argent	6.1	↑	10
INFORMATIQUE ET ÉLECTRONIQUE			
‣ Produits chimiques / articles spécifiés pour la poudre de ferrite précalcinée	7.5	↓	0
‣ Sulfate de palladium tétra-aminé pour la fabrication de pièces de connecteurs	7.5	↓	0

INDUSTRIE	TAUX (%)		
	De	↑↓	À
‣ Objectif de caméra et ses composants/pièces utilisés dans la fabrication du module de caméra d'un téléphone mobile cellulaire	2.5	↓	0
‣ Pièces spécifiées pour la fabrication de la cellule ouverte d'un téléviseur	5	↓	2.5
APPAREILS ÉLECTRONIQUES			
‣ Serpentin de chauffage utilisé pour la fabrication de hottes de cuisine électriques	20	↓	15
AUTOMOBILE			
‣ Véhicule (y compris les véhicules électriques) partiellement assemblé	30	↑	35
‣ Véhicule sous forme d'unité entièrement construite	60	↑	70

INDUSTRIE	TAUX (%)		
	De	↑↓	À
➤ Véhicule à propulsion électrique sous forme d'unité entièrement construite	60	↑	70
AUTOMOBILE			
➤ Biens d'équipement spécifiques/machines pour la fabrication de cellules lithium-ion destinées à être utilisées dans les batteries des véhicules électriques	2.5	↓	0
PRODUITS AGRICOLES ET SOUS-PRODUITS			
➤ Prémélanges de minéraux et de vitamines destinés à être utilisés dans la fabrication d'aliments pour animaux aquatiques	15	↓	5
➤ Farine de poisson à utiliser dans la fabrication d'aliments pour animaux aquatiques	15	↓	5
➤ Alcool éthylique dénaturé destiné à être utilisé dans la fabrication de produits chimiques industriels	5	↓	0

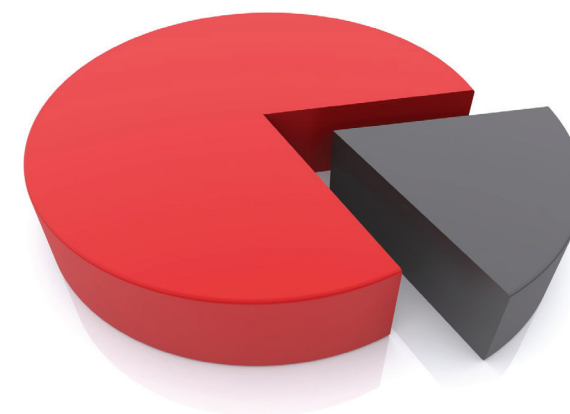
DROIT D'ACCISE

- À compter du 2 février 2023, le "National Calamity Contingent Duty" a augmenté sur certaines cigarettes.
- Le droit d'accise sur le mélange de gaz naturel comprimé (CNG) est exempté dans certaines conditions.

TAXE SUR LES BIENS ET SERVICES (GST)

- Amendements
 - Le régime de la taxe de composition est étendu aux personnes qui fournissent des biens par l'intermédiaire d'un opérateur e-commerce.
 - **Dispense dérogatoire d'enregistrement pour les fournisseurs dont les livraisons sont entièrement exonérées ou non taxables, indépendamment de l'applicabilité des obligations d'enregistrement spécifiées, y compris en raison de l'autoliquidation.**
 - **L'« Input Tax Credit » (ITC) n'est pas autorisé pour les activités de responsabilité sociale des entreprises.**
 - Le stock de biens entreposés avant le dédouanement est inclus dans la fourniture exonérée pour la répartition du crédit de taxe sur les intrants bloqués.
 - **Délai de 3 ans à compter de la date d'échéance prescrite pour la production de diverses déclarations de GST.**
 - Des dispositions pénales ont été introduites pour les opérateurs e-commerce en cas de violations spécifiées concernant les prestations réalisées par leur intermédiaire.
 - Décriminalisation de certaines infractions.
 - Le seuil de déclenchement des poursuites est passé de 10 à 20 millions d'INR, sauf pour les infractions liées à des factures frauduleuses ou résultant de celles-ci.

- Les dispositions compensatoires sont rendues plus strictes en ce qui concerne les factures frauduleuses.
- Partage, sur la base du consentement, des données des contribuables avec d'autres systèmes gouvernementaux.
- Les services de transport pour l'envoi de marchandises en dehors de l'Inde sont imposables si le fournisseur et le destinataire sont tous deux basés en Inde.
- Élargissement du champ d'application des services d'information en ligne et d'accès ou de récupération de bases de données.
- Amendements rétroactifs
 - A compter du 1^{er} juillet 2017, ne seront traités ni comme des livraisons de biens ni comme des prestations de services :
 - Fourniture de biens en dehors de l'Inde sans que ces biens n'entrent en Inde, c'est-à-dire commerce marchand et ventes en haute mer.
 - Fourniture de marchandises entreposées à toute personne avant le dédouanement pour la consommation à domicile.



Focus sur le Commerce & les Échanges

AGRICULTURE

- 2 000 milliards d'INR (25 milliards d'USD) alloués au titre du programme PM Garib Kalyan Anna Yojana à partir du 1^{er} janvier 2023 pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Le fonds d'accélération de l'agriculture a été créé pour encourager les jeunes entrepreneurs ruraux à créer des start-ups agricoles. Le fonds vise à apporter des technologies permettant d'accroître la productivité et la rentabilité de l'agriculture.
- Le programme Atmanirbhar Clean Plant sera lancé avec un budget de 22 milliards d'INR (275 millions d'USD) afin de favoriser la disponibilité de matériel de plantation de qualité pour les cultures horticoles de grande valeur.
- L'objectif de crédit agricole a été porté à 20 000 milliards d'INR (250 milliards d'USD), l'accent étant mis sur l'élevage, les produits laitiers et la pêche.

INFRASTRUCTURE & INVESTISSEMENT

- Les dépenses pour le programme PM Awas Yojana (logement abordable pour les populations urbaines pauvres) ont augmenté de 66 % pour atteindre 790 milliards d'INR (9,88 milliards d'USD).
- Les dépenses d'investissement en capital ont augmenté de 33 % pour atteindre 10 000 milliards d'INR (125 milliards d'USD), ce qui représenterait 3,3 % du PIB. Les "dépenses d'investissement effectives" s'élèveront à 13 700 milliards d'INR (171 milliards d'USD), soit 4,5 % du PIB.
- Le prêt sans intérêt sur 50 ans accordé aux gouvernements des États a été prolongé d'une année supplémentaire, avec une augmentation des dépenses de 1,3 trillion d'INR (16,25 milliards d'USD).
- Les chemins de fer ont bénéficié d'une injection de capital de 2,4 trillions d'INR (30 milliards d'USD).
- 750 milliards d'INR (9,4 milliards d'USD) à investir dans 100 projets critiques d'infrastructure de transport pour la connectivité du premier et du dernier kilomètre des ports, des secteurs du charbon, de l'acier, des engrais et des céréales.
- Création d'un fonds de développement des infrastructures urbaines doté d'une enveloppe de 100 milliards d'INR (1,25 milliard d'USD) pour construire des infrastructures urbaines dans les villes de 2ème et 3ème plans.

FACILITÉ À FAIRE DES AFFAIRES

- Le PAN sera utilisé comme identifiant commun pour tous les systèmes numériques des agences gouvernementales spécifiées.
- Le gouvernement va restituer 95 % des sommes saisies aux PME pour défaut d'exécution des contrats pendant le COVID-19.
- Le projet de tribunaux sera également lancé avec un budget de 70 milliards d'INR (875 millions d'USD).

CROISSANCE VERTE

- 350 milliards d'INR (4,38 milliards USD) destinés à des investissements prioritaires pour la transition énergétique, l'objectif étant de parvenir à des émissions nettes nulles d'ici 2070.
- Systèmes de stockage d'énergie par batterie d'une capacité de 4000MWH qui seront mis en place grâce au Viability Gap Funding.
- Le système de transmission inter-États sera construit pour l'évacuation et l'intégration au réseau de 13 GW d'énergie renouvelable provenant du Ladakh. Le projet représente un investissement de 207 milliards d'INR (2,58 milliards d'USD).
- 500 usines "waste to wealth" dans le cadre du programme GOBARDhan ("Galvanizing Organic Bio-Agro Resources Dhan") à créer pour promouvoir le zéro déchet et le cycle industriel durable. 200 usines de biogaz comprimé et 300 usines communautaires ou groupées proposées pour un coût total de 100 milliards d'INR (1,25 milliard d'USD).

FINANCE

- 90 milliards d'INR (1,13 milliard d'USD) pour le système de garantie de crédit afin de réduire le coût du crédit pour les PME.
- Pour améliorer les activités commerciales au sein du GIFT IFSC, les mesures suivantes doivent être prises :
 - ▶ L'IFSCA se voit déléguer des pouvoirs en vertu de la loi SEZ pour éviter la double réglementation.
 - ▶ Système informatique à guichet unique pour l'approbation par l'IFSCA, SEZ, GSTN, RBI, SEBI et IRDAI.
 - ▶ Permission aux unités bancaires de l'IFSC pour le financement d'acquisitions.
 - ▶ Une filiale de l'EXIM Bank sera créée pour le refinancement du commerce.
 - ▶ Modification de la loi IFSCA relative à l'arbitrage et aux services auxiliaires pour éviter une double réglementation en vertu de la loi SEZ.
 - ▶ Les instruments dérivés offshore doivent être reconnus comme des contrats valides.

MANAGEMENT FISCAL

- L'estimation révisée de l'exercice 2022-23 des recettes totales (autres que les emprunts) s'élève à 24,3 trillions d'INR (304 milliards d'USD) tandis que l'estimation révisée des dépenses totales est de 41,9 trillions d'INR (524 milliards d'USD).
- Les recettes budgétaires totales (autres que les emprunts) de l'exercice 2023-24 devraient s'élever à 27,2 trillions d'INR (340 milliards d'USD) et les dépenses budgétaires totales à 45 trillions d'INR (562,5 milliards d'USD).
- L'estimation révisée du déficit budgétaire pour l'exercice 2022-23 est de 6,4 % du PIB.
- Le déficit budgétaire de l'exercice 2023-24 est estimé à 5,9 % du PIB.
- Les emprunts nets sur le marché pour l'exercice 2023-24, provenant de titres à échéance, sont estimés à 11 800 milliards d'INR (147,5 milliards d'USD).



MARCHÉ DES CAPITAUX

Le Bombay Stock Exchange ('Sensex') a clôturé en hausse de 0,27% à 59 708.08 points, soit une augmentation de 158.18 points. Le National Stock Exchange ('Nifty') a chuté de 0,26 %, en baisse de 45.85 points, pour clôturer à 17 616.30 points. Le Sensex a atteint un sommet intra-journalier de 60 773.44 et un creux de 58 816.84, tandis que le Nifty a atteint un sommet de 17 972.20 et un creux de 17 353.40 au cours de la journée.

SECTEURS CLÉS

AGRICULTURE

Une infrastructure publique numérique pour offrir des solutions technologiques pour la planification et la santé des cultures, un accès facile aux intrants agricoles et au crédit grâce à des initiatives agro-tech. Le Fonds d'accélération de l'agriculture, la capacité de stockage décentralisée et le programme Atmanirbhar Clean Plant pour promouvoir des solutions innovantes et abordables de transformation des pratiques agricoles afin d'augmenter les revenus, la sécurité alimentaire et le bien-être des agriculteurs.

SANTÉ

Création de 157 écoles d'infirmières et accès à certains laboratoires de l'ICMR pour la recherche médicale pour le secteur privé et les écoles afin de favoriser l'innovation et les établissements de santé. Promotion de centres d'excellence pour la recherche pharmaceutique et l'innovation dans des secteurs prioritaires. Confiance dans les cours multidisciplinaires sur les dispositifs médicaux pour former la main-d'œuvre aux technologies médicales futuristes, à la fabrication haut de gamme et à la recherche en Inde.

FACILITÉ À FAIRE DES AFFAIRES

Le PAN sera utilisé comme identifiant commercial commun pour tous les enregistrements numériques auprès de diverses agences gouvernementales. L'utilisation de DigiLocker pour une vérification unique de l'identité et de l'adresse des personnes facilitera la documentation en matière de conformité. Garantie de crédit sans garantie pour les PME et augmentation du seuil de taxation présumée pour stimuler l'entrepreneuriat et les start-ups.

ENVIRONNEMENT, SOCIAL ET GOUVERNANCE ('ESG')

Réduction des droits de douane sur l'importation de graines de diamant produites en laboratoire (LGD) afin de préserver l'environnement, réduire les émissions de gaz à effet de serre dues à l'exploitation minière, préserver l'habitat naturel et contribuer à un environnement sûr et à l'amélioration des compétences. Une attention accrue aux projets de stockage de l'énergie et à la production d'énergie renouvelable afin de réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles. Le programme "Green Credit" pour encourager les actions d'entreprise en faveur de l'environnement.

TECHNOLOGIE DIGITALE

iGOT Karmayogi, une plateforme de formation en ligne pour améliorer les compétences et offrir des possibilités d'apprentissage aux fonctionnaires. La proposition d'intégrer la mise en conformité par le biais d'outils numériques, de doter les enseignants de formations innovantes basées sur les TIC, de créer une bibliothèque numérique nationale permettant un accès à un apprentissage de qualité accélérerait le développement des compétences et améliorerait les prouesses informatiques de la nation. Une solution unique pour la réconciliation

et la mise à jour de l'identité et de l'adresse des personnes maintenue par divers organismes gouvernementaux, régulateurs et entités contrôlées doit être établie en utilisant le service DigiLocker et Aadhaar comme identification de base.

PLANIFICATION URBAINE

Fonds de développement des infrastructures urbaines (UIDF) doté d'une enveloppe de 100 milliards d'INR (1,25 milliard d'USD) pour créer des infrastructures urbaines dans les villes de 2ème et 3ème rangs. Objectif de 100% de désembouage des fosses septiques et des égouts avec passage au mode automatisé.

FINTECH

La mise en place d'un registre national d'informations financières permettrait l'inclusion financière et la transparence. Une nouvelle législation est proposée pour réglementer le crédit pour les infrastructures publiques, avec des amendements aux législations bancaires pour améliorer la gouvernance et sauvegarder les intérêts des investisseurs. Rationalisation des règlements de l'IFSCA pour faciliter l'engagement sur le marché financier mondial.

LOGISTIQUE

La proposition de créer 50 aéroports, héliports, hydroaérodromes et terrains d'atterrissage avancés supplémentaires aurait un effet domino sur les infrastructures, les transports, l'hôtellerie et le tourisme. L'accent mis sur les projets d'infrastructure de transport essentiels, à hauteur de 150 milliards d'INR (1,8 milliard d'USD), par le biais d'acteurs privés, stimulerait les investissements en Inde.

Changements Récents de Politique



DROIT DES SOCIÉTÉS

- Dans le cadre d'une initiative visant à faciliter les affaires, les LLPs se verront attribuer un PAN et un TAN avec le certificat d'incorporation.
- Le cessionnaire d'actions d'une société indienne est tenu de fournir une déclaration concernant l'obligation ou non d'obtenir l'approbation du gouvernement avant le transfert des actions.
- Vérification de l'adresse du siège social rendue obligatoire par le Registrar of Companies ('RoC').
- Publication de directives révisées pour la tenue et l'accès en ligne des livres de comptes :
 - Les livres de comptes, autres livres et documents importants conservés sous forme électronique doivent être accessibles à tout moment en Inde.
 - Les sauvegardes électroniques doivent être conservées sur des serveurs physiquement situés en Inde sur une base quotidienne (auparavant base périodique) même dans les cas où ces sauvegardes sont actuellement conservées en dehors d'Inde.
 - Divulcation supplémentaire au RoC concernant le nom et l'adresse de la personne qui contrôle les livres de comptes, autres livres et documents en Inde, lorsque le stockage des données se fait en dehors d'Inde.
- Les petites entreprises (déterminées sur les critères de capital et de chiffre d'affaires) peuvent bénéficier d'assouplissements concernant plusieurs rapports et formalités. Les seuils ont été rehaussés comme suit:
 - **Capital libéré** : De 20 à 40 millions d'INR
 - **Chiffre d'affaires** : De 200 à 400 millions d'INR

RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES (RSE)

- Toute entreprise ayant une valeur nette de 5 milliards d'INR ou un chiffre d'affaires de 10 milliards d'INR ou un bénéfice net de 50 millions d'INR au cours de l'année financière précédente est tenue de constituer un comité RSE. Les modifications suivantes ont été apportées à ces comités :
 - Les entreprises doivent continuer à maintenir un comité RSE dans le cas où des montants apparaissent comme non dépensés sur leur compte RSE.
 - Les règles de mise en œuvre des projets RSE et l'engagement des agences de mise en œuvre ont été clarifiées.
 - Les entreprises qui procèdent à une évaluation de l'impact de la RSE sont autorisées à comptabiliser des dépenses à hauteur de 2 % du total des dépenses de RSE ou de 5 millions d'INR, le montant le plus élevé étant retenu (précédemment limité au montant le plus bas entre 5 % et 5 millions d'INR).

RESERVE BANK OF INDIA ('RBI')

- La RBI a augmenté les limites d'investissement pour les Foreign Portfolio Investors dans le cadre de la procédure de rétention volontaire. À compter du 1^{er} avril 2022, la limite a été portée de 1500 à 2500 milliards d'INR avec une période de rétention minimale de trois ans.
- Application du nouveau cadre pour les investissements étrangers :
 - Une plus grande clarté en ce qui concerne les différentes définitions
 - Introduction du concept de "secteur stratégique"
 - Introduction d'une taxe de soumission tardive pour les retards de déclaration

- ▶ Dispense de l'obligation d'approbation pour :
 - Paiement différé de la contrepartie
 - Investissement/désinvestissement de personnes résidant en Inde faisant l'objet d'une enquête de la part d'une agence d'investigation ou d'un organisme de réglementation
 - Émission de garanties d'entreprise au profit ou pour le compte d'une "Step Down Subsidiary" (SDS) de deuxième niveau ou de niveau subséquent
 - Radiation pour cause de désinvestissement
- Introduction d'un nouveau cadre pour le règlement du commerce international en roupies en vertu de la loi de 1998 sur la gestion des devises étrangères (FEMA). Règles prescrites pour:
 - ▶ Facturation - toutes les exportations et importations peuvent être libellées et facturées en roupies indiennes
 - ▶ Taux de change - taux de change à déterminer par le marché
 - ▶ Règlement - à effectuer en roupies indiennes par le biais de comptes Vostro spéciaux en roupies.

FISCALITÉ

- La Cour suprême confirme que les “contrats de détachement de salariés” conclus par des sociétés de groupes étrangers constituent un acte de prestation de “services de main-d’œuvre” qui doit être taxé au titre de l'ancienne taxe sur les services. Les entreprises indiennes utilisant de tels services sont désormais tenues de payer la taxe sur les services sur les montants remboursés à l'entreprise étrangère pour les salaires des employés détachés.
- Le Tribunal d'appel en matière d'impôt sur le revenu a décidé que la société fusionnée (successeur) est éligible pour réclamer la perte en capital à long terme reportée et le crédit MAT des sociétés fusionnées (prédécesseur).
- Le Central Board of Direct Taxes a publié un guide détaillé sur la procédure amiable et les questions connexes. Cela permettra de lever les ambiguïtés relatives aux cas couverts par le “Vivad Se Vishwas Scheme”.
- Le seuil de facturation électronique a été réduit à 100 millions d'INR à compter du 1^{er} octobre 2022. Tous les contribuables dont le chiffre d'affaires global dépasse cette limite au cours d'un exercice financier depuis 2017-18 doivent se conformer aux dispositions relatives à la facturation électronique.

- Les dispositions MAT ne sont pas applicables aux sociétés étrangères bien qu'elles disposent d'un établissement permanent (PE) en Inde. De même, les dispositions MAT ne s'appliquent pas lorsqu'un traité fiscal est invoqué.

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

- Les “Amended IT Rules” (2021) obligent les réseaux sociaux à faire preuve d'une plus grande vigilance à l'égard du contenu diffusé sur leurs plateformes.
- Afin de garantir la sécurité en ligne et la dignité des utilisateurs, les intermédiaires seront tenus de supprimer/désactiver les contenus comportant un élément de nudité ou constituant un acte d'exhibitionnisme. Cela doit être fait dans les 24 heures suivant la réception d'une plainte contre un tel contenu.
- Des “politiques de confidentialité” des réseaux sociaux pour s'assurer que les utilisateurs sont informés des conséquences de la diffusion de contenu protégé par le droit d'auteur et de tout ce qui peut être considéré comme diffamatoire. Il s'agit également des contenus répréhensibles sur le plan racial ou ethnique, qui menacent l'unité, l'intégrité, la défense, la sécurité ou la souveraineté de l'Inde ou les relations avec d'autres pays, ou qui violent une loi en vigueur.
- Autres amendements clés:
 - ▶ Obligation légale imposée aux intermédiaires de prendre des mesures appropriées pour empêcher les utilisateurs de télécharger des contenus préjudiciables et illégaux.
 - ▶ Sauvegarder les droits constitutionnels des utilisateurs en matière de due diligence, de respect de la vie privée et de transparence.
 - ▶ Utilisation des langues indiennes régionales pour une communication efficace.
 - ▶ Contrôle judiciaire de tout contenu jugé diffamatoire ou calomnieux.
 - ▶ Restriction de la désinformation et des contenus incitant à la violence entre différents groupes religieux / castes.
 - ▶ Mise en place de comités d'appel des griefs pour permettre aux utilisateurs de faire appel de l'inaction ou des décisions prises par les intermédiaires concernant les plaintes des utilisateurs.

DIVERS

- Le gouvernement présente le projet de loi sur la protection des données personnelles numériques (2022) afin d'établir un cadre juridique complet régissant la protection des données personnelles numériques en Inde. Le gouvernement central met en place le Conseil de protection des données de l'Inde.
- United Arab Emirates Comprehensive Economic Partnership Agreement ('CEPA') mis en œuvre à compter du 1^{er} mai 2022.
- L'accord commercial de coopération économique entre l'Inde et l'Australie ('ECTA') entre en vigueur le 29 décembre 2022. Les marchandises indiennes sur toutes les lignes tarifaires auront accès au marché australien avec des droits de douane nuls.
- La politique de commerce extérieur 2015-20, qui était valable jusqu'au 30 septembre 2022, a été prolongée de six mois à compter du 1^{er} octobre 2022 (jusqu'au 31 mars 2023).

COMMERCE EXTÉRIEUR

(Avril –Novembre 2022)

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DE L'INDE				
S. No.	Principales Exportations vers	Part (%)	Principales Importations depuis	Part (%)
1	USA	17.81	Chine	13.76
2	EAU	6.98	EAU	7.49
3	Chine	3.32	USA	6.93
4	Singapour	2.69	Arabie Saoudite	5.90
5	Arabie Saoudite	2.33	Russie	5.88
6	Indonésie	2.26	Iraq	5.05
7	Hong Kong	2.19	Indonésie	4.35
8	Australie	1.73	Singapour	3.03
9	Russie	0.63	Australie	2.79
10	Iraq	0.47	Hong Kong	2.58

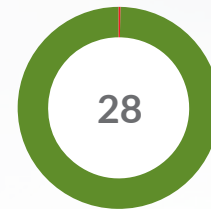
INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

(en millions d'USD)

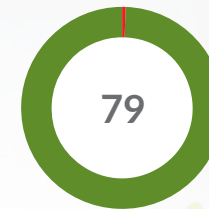
FLUX ENTRANTS D'IDE (TOP 10 PAYS)						
Rang	Pays	2020-21 (Avr - Mar)	2021-22 (Avr - Mar)	2022-23 (Avr - Sep)	Flux entrants cumulés (Avr 2000 - Sep 2022)	% des flux totaux
1	Maurice	5,639	9,392	3,319	1,61,061	26
2	Singapour	17,419	15,878	10,021	1,40,988	23
3	USA	13,823	10,549	2,602	56,753	9
4	Pays-Bas	2,789	4,620	1,761	43,022	7
5	Japon	1,950	1,494	1,183	38,126	6
6	Royaume-Uni	2,043	1,647	920	32,821	5
7	EAU	4,203	1,032	2,955	15,180	2
8	Îles Cayman	2,799	3,818	582	14,735	2
9	Allemagne	667	728	222	13,813	2
10	Chypre	386	233	764	12,131	2

COMPOSITION SECTORIELLE DES IDE

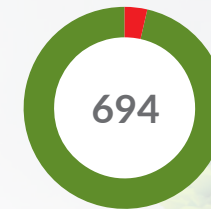
(Avr'22 - Sep'22) (en millions d'USD)



Développement de la
Construction



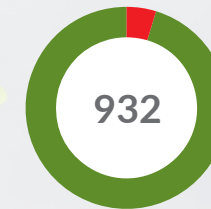
Industries
Métallurgiques



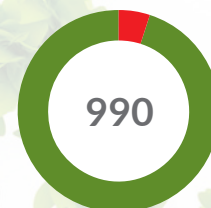
Télécommunications



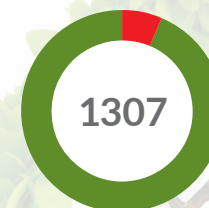
Médicaments &
Pharmaceutiques



Automobile



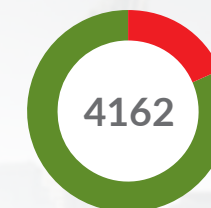
Construction
(Infrastructure)



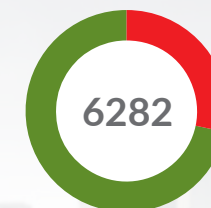
Produits chimiques
(Autres que les engrais)



Commerce



Services



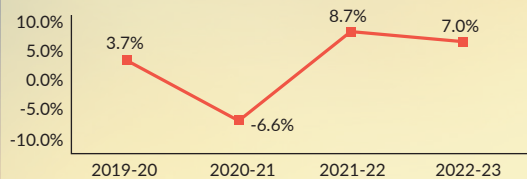
Logiciels et matériel
informatique

Indicateurs Économiques

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

La croissance du PIB pour l'exercice 2022-23 est estimée à 7 %, contre 8.7 % pour l'exercice 2021-22

Croissance du PIB (%)



Les chiffres pour les exercices 2019-20 et 2020-21 sont respectivement la deuxième et la première estimation révisée.

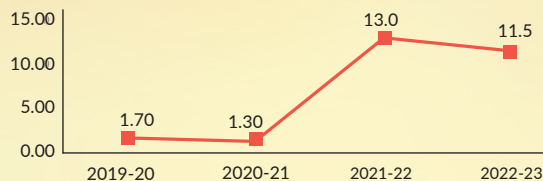
Les chiffres pour l'exercice 2021-22 sont des estimations provisoires.

Les chiffres pour l'exercice 2022-23 sont des estimations préliminaires.

INFLATION

L'inflation basée sur l'indice des prix à la consommation (IPC) a diminué, passant de 13% pour l'exercice 2021-22 à 11.5 % pour l'exercice 2022-23.

Inflation basée sur l'IPC (%)

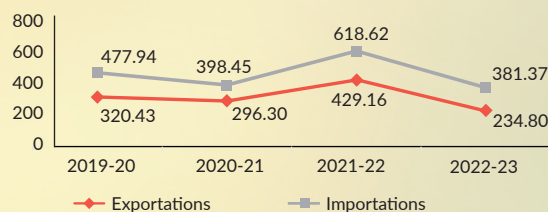


Les chiffres pour l'exercice 2022-23 concernent la période avril-décembre.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Les exportations jusqu'en septembre 2022 s'élevaient à 234,80 milliards d'USD, soit une augmentation de 16,07 % par rapport à la même période en septembre 2021 (202,29 milliards d'USD). Les importations jusqu'en septembre 2022 s'élevaient à 381,37 milliards d'USD, soit une augmentation substantielle de 37,47 % par rapport à la même période en septembre 2021 (277,42 milliards d'USD).

Exportations et Importations (en milliards d'USD)

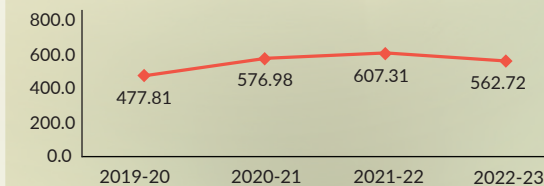


Les chiffres pour l'exercice 2022-23 sont des estimations préliminaires d'avril à septembre.

RÉSERVES DE CHANGE

Les réserves de change ont diminué de 44,59 milliards d'USD en décembre 2022 par rapport à mars 2022. Les réserves de change de l'Inde restent confortablement placées à 562,72 milliards d'USD.

Réserves de change (en milliards d'USD)



Les chiffres pour l'exercice 2022-23 sont ceux arrêtés à la fin de décembre 2022.

INFRASTRUCTURE

INDUSTRIES DE BASE

La production de charbon entre avril et novembre 2022 a augmenté de 17,2 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente. La production de gaz naturel, de produits de raffinage, d'engrais, d'acier, de ciment et d'électricité a augmenté, tandis qu'une baisse de la production de pétrole brut a été enregistrée.

Croissance dans les industries de base (%)

SECTEUR	2019-20	2020-21	2021-22	AVRIL À NOVEMBRE	
				2021-22	2022-23
Charbon	-0.4	-1.9	8.5	11.5	17.2
Pétrole brut	-5.9	-5.2	-2.6	-2.7	-1.4
Gaz Naturel	-5.6	-8.2	19.2	22.8	0.7
Produits de Raffinage	0.2	-11.2	8.9	10.6	5.7
Engrais	2.7	1.7	0.7	-0.6	10.0
Acier	3.4	-8.7	16.9	26.1	7.1
Ciment	-0.9	-10.8	20.8	28.2	10.8
Électricité	0.9	-0.5	8.0	10.3	9.7
Indice Global	0.4	-6.4	10.4	13.9	8.0

ÉNERGIE

La production totale d'électricité a enregistré une augmentation de 8,67% entre avril et novembre 2022 par rapport à la période correspondante de l'année précédente. La production hydroélectrique a augmenté de 9,72 %.

(en milliards d'unités)

SOURCE D'ÉNERGIE	AVRIL À NOVEMBRE		
	2021	2022	CROISSANCE %
Thermique	723.43	789.05	9.07
Nucléaire	30.39	29.94	-1.46
Hydraulique	118.05	129.52	9.72
Importation de butane	7.07	6.63	-6.30
Production totale d'énergie	878.94	955.13	8.67

Les chiffres pour la période avril-novembre 2022 sont provisoires

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le nombre total d'abonnés téléphoniques en Inde s'élève à 1,17 milliard (en novembre 2022). Alors que plus de 97% (1,14 milliard) du nombre total d'abonnés sont connectés sans fil (en novembre 2022), 0,84 milliard d'abonnés disposent d'une connexion Internet en juin 2022. La télédensité globale en Inde était de 84,8 %. L'évolution d'une année sur l'autre des abonnés à Internet est plus importante dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Le déploiement des services 5G est un événement marquant dans le domaine des télécommunications en Inde, qui se traduit par des vitesses de transfert de données plus élevées et une latence plus faible.

CHEMINS DE FER

L'Indian Railways ('IR') avec plus de 68 031 kms de voies est le quatrième plus grand réseau au monde sous une gestion unique. Le trafic de

passagers s'est élevé à 8,09 milliards de personnes au cours de la période pré-Covid-19 (exercice 2019-20), mais a chuté à 1,25 milliard durant l'exercice 2020-21. Il est remonté depuis à 3,52 milliards au cours de l'exercice 2021-22. Au cours de l'exercice 2022-23 (novembre 2022), le trafic passagers est passé à 4,18 milliards. Au cours de l'exercice 2022-23 (novembre 2022), les IR ont transporté 976,8 millions de tonnes de fret générateur de recettes, contre 901,7 millions de tonnes au cours de l'exercice 2021-22, soit une augmentation de 8,3 %.

21 GatiShakti Multi-Modal Cargo Terminal ('GCT') ont été mis en service et plus de 90 sites ont été provisoirement identifiés pour le développement de GCT (au 31 octobre 2022). Cela stimulera les investissements industriels dans le développement

ROUTES

Au total, 10 457 km de routes ont été construites au cours de l'exercice 2022-23, contre 13 327 km au cours de l'exercice 2021-22. Durant l'exercice 2022-23 (jusqu'en octobre 2022), 4 060 km d'autoroutes nationales ont été construites, ce qui équivaut à 91 % des autoroutes nationales construites durant l'exercice 2021-22.

L'Infrastructure Investment Trust de la National Highways Authority of India (NHAI), lancé au cours de l'exercice 2022-23, a facilité la monétisation des routes en attirant des investisseurs institutionnels étrangers et indiens. Le NHAI InvIT a levé plus de 102 milliards d'INR (1,28 milliard d'USD) à ce jour (décembre 2022).



Dates clés des déclarations pour l'année 2023-24

(Les dates peuvent être révisées à la suite de la notification des régulateurs)

DROIT DES SOCIÉTÉS

Aspect réglementaire	Date d'échéance
Réunion du Conseil d'Administration (CA)	Quatre réunions par an avec un intervalle ne dépassant pas 120 jours entre deux réunions.
Assemblée Générale Annuelle (AGA) (adoption des états financiers)	Sous 6 mois suivant la fin de l'exercice financiers
Déclaration annuelle au ROC	Sous 60 jours suivant l'AGA
Dépôt des comptes annuels au ROC	Sous 60 jours suivant l'AGA

FISCALITÉ

Aspect réglementaire	Date d'échéance
Déclaration d'impôt sur les sociétés	31 Octobre / 30 Novembre
Rapport d'audit fiscal	30 Septembre / 31 Octobre
Rapport sur le prix de transfert	31 Octobre
Déclaration TDS/TCS (Retenue d'impôt)	Trimestriel
Déclaration d'impôts des particuliers	31 Juillet
Déclarations périodiques de GST	
- CA > 50 millions d'INR	Mensuel
- CA ≤ 50 millions d'INR	Trimestriel/Mensuel
Déclaration annuelle de GST (GSTR-9)	
- CA > 20 millions d'INR	Annuel
Déclaration de rapprochement de la GST et auto-certification par la direction (GSTR-9C)	
- CA > 50 millions d'INR	Annuel

CONFORMITÉS

Aspect réglementaire	Date d'échéance
Dépôt de la TDS	7 de chaque mois
Dépôt de la GST	
- CA > 50 millions d'INR	20 de chaque mois
- CA ≤ 50 millions d'INR	20 / 22 / 24 de chaque mois / Trimestre*

*Diffère selon l'État

À propos de nous

Un cabinet de services complets composé de stratégies d'entreprise, de comptables, d'experts en conseil fiscal et d'analystes financiers et marketing.



www.asa.in

**32 ANNÉES
D'EXPÉRIENCE**

SERVICES

- Comptabilité et soutien aux entreprises
- Assurance - Audit
- Conseil aux entreprises
- Automatisation et Transformation digitale
- Gestion des risques
- Fiscalité
- Conseil en transactions

**35 DIRECTEURS
ET CONSULTANTS**

**1000
PROFESSIONNELS**

**60 +
SITES SITES**

**6000
CLIENTS**

Des équipes solidement structurées, spécialisées par domaine, guidées par des professionnels compétents et expérimentés, présents à travers toute l'Inde, afin de garantir un excellent service aux clients.

ACTUELLEMENT POSITIONNÉ DANS LE TOP 10

DES CABINETS DE COMPTABILITÉ ET DE CONSEIL

18 SITES EN INDE ET 6 BUREAUX ÉTRANGERS COMBINÉS À DES AFFILIATIONS INTERNATIONALES POUR GARANTIR DES SERVICES GLOBAUX AVEC UNE EXPERTISE RÉGIONALE

DES BUREAUX DIRIGÉS PAR DES PROFESSIONNELS DANS 8 VILLES CLÉS DE L'INDE

Affiliés Nationaux : Bhubaneswar, Chandigarh, Pune and Vishakhapatnam

Affiliés Internationaux : Algeria, Argentina, Australia, Austria, Belgium, Brazil, Bulgaria, Canada, China, Denmark, Egypt, France, Finland, Germany, Hong Kong, Hungary, Israel, Italy, Japan, Luxembourg, Malaysia, Mexico, Morocco, New Zealand, Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Romania, Saudi Arabia, Singapore, South Africa, Spain, Switzerland, Sweden, Thailand, Tunisia, Turkey, UAE, UK, USA, Vietnam

New Delhi
Aurobindo Tower
81/1 Third Floor Adchini
Aurobindo Marg
New Delhi 110 017 INDIA
T +91 11 4100 9999

Sunil Arora *Partner*
sunil.arora@asa.in

Ahmedabad
306-B, Pinnacle Business Centre
Corporate Road, Prahlad Nagar
Ahmedabad 380 015 INDIA
T +91 79 4891 5409

Himanshu Srivastava *Partner*
himanshu.srivastava@asa.in

Bengaluru
53/B, LOLS Citadel Level 2 & 3
1st Main Road, 3rd Phase
Sarakk Industrial Layout, J P Nagar
Bengaluru 560 078 INDIA
T +91 80 4907 9600

D. Ramprasad *Partner*
ramprasad.d@asa.in

Chennai
Unit No. 709 & 710,
7th Floor 'BETA Wing'
Raheja Towers, New Number - 177
Anna Salai, Chennai 600 002 INDIA
T +91 44 4904 8200

DK Giridharan *Partner*
dk.giri@asa.in

Gurgaon
Times Square Fourth Floor
Block B, Sushant Lok 1
Gurgaon 122 002 INDIA
T +91 124 4333 100

Sundeep Gupta *Partner*
sundeep.gupta@asa.in

Hyderabad
Vasavi's MPM Grand, 11th Floor,
Unit No 1204, Yella Reddy Guda
Road, Ameerpet, Hyderabad,
Telangana - 500 073 INDIA
T +91 40 2776 0423

K Venkatraman *Partner*
k.venkat@asa.in

Kochi
Pioneer Tower
207-208 Second Floor,
Marine Drive
Kochi 682 031 INDIA
T +91 484 410 9999

P N Ramachandra Kamath *Partner*
pnr.kamath@asa.in

Mumbai
Lotus Corporate Park D-401,
CTS No.185/A, Graham Firth
Compound, Western Express
Highway, Goregaon (East)
Mumbai 400 063 INDIA
T +91 22 4921 4000

Prateet Mittal *Partner*
prateet.mittal@asa.in